

Montreuil, le 13 Avril 2016

Manuel Valls,
Premier Ministre,
Hôtel Matignon,
57 rue de Varenne,
75007 Paris
premier-ministre@cab.pm.gouv.fr

Objet : lettre de démission des Amis de la Terre du Comité Economique Ethique et Social du Haut Conseil des Biotechnologie.

Monsieur le Premier Ministre,

Depuis la reprise des travaux du Haut Conseil des Biotechnologie en 2014, nous nous sommes confrontés à un fonctionnement rendant notre participation à cette instance dans le cadre de l'exercice de la démocratie participative impossible. En effet, les conditions tant de notre participation que du principe de démocratie, ont été mis à mal par l'accumulation de dysfonctionnements graves.

Nous n'avons cessé d'alerter nos ministres de tutelle, dans l'espoir que les choses s'améliorent. Nos alertes portaient sur :

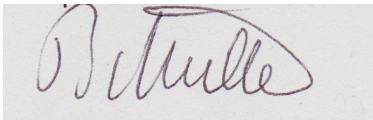
- la gouvernance : au moment de la reprise des travaux du HCB en 2014 nous avons critiqué le changement du règlement intérieur accompagnant notre vote électronique d'un texte mettant en avant les risques que ces changements représentaient pour notre possibilité de participer en tant qu'acteurs de la société civile. Risques avérés dans les dossiers NBT, analyse socio-économique, éthique, où les décisions finales ont été tranchées lors des réunions du bureau occultant nos arguments et faisant de nous des porteurs de décisions qui ne nous convenaient pas.
- la démocratie : Alors que notre comité avait voté à 18 voix contre 6 la demande d'une autosaisine sur les Variétés Rendues Tolérantes aux Herbicides en lien direct avec les Nouvelles techniques, le bureau du HCB a refusé que nous engagions ce travail. En transformant cette instance en cellule d'enregistrement de décisions prises en amont, poussées par les lobbies de l'industrie semencière, c'est sans débat que les nouvelles techniques se sont imposées au HCB !
- la transparence : Le HCB a exercé la censure occultant un avis divergeant sur le dossier NBT qui a pointé des impacts hors cible des nouvelles biotechnologies. Il lui a été impossible de faire son devoir de fournir un travail sérieux répondant au principe de contradiction et de transparence.

Le rôle et la mission du HCB à sa création étaient clairs: notre travail de participation aurait du permettre de participer à plus de justice, plus de citoyenneté, plus d'écoute. Loin de débattre nous nous sommes retrouvés dans cette instance à devoir nous justifier sans cesse de nos positions pendant que nos opposants étaient soutenus. Victimes d'une différence de traitement nous avons demandé une médiation qui nous a été refusé.

Monsieur le Premier Ministre, le Haut Conseil des Biotechnologie manque à sa mission et nous ne saurions servir de caution.

Nous prenons au sérieux la démocratie participative et nous donnons de la valeur à la représentation citoyenne. C'est donc parce que nous prenons nos responsabilités que nous démissions du Comité Economique, Ethique et Social du Haut Conseil des Biotechnologies. Nous ne saurions être tenus pour responsable des décisions qui seront prises sur la base du vrai-faux avis du HCB. Nous ne pouvons accepter de nouveaux risques sans évaluation, sans encadrement et surtout malgré les citoyens ! Il s'agit Monsieur le Premier Ministre de conséquences irréversibles pour la société et l'environnement.

Nous vous prions, Monsieur le Premier Ministre, d'accepter l'expression de nos salutations respectueuses



Birgit Müller
suppléante au CEES



Bénédicte Bonzi
Titulaire au CEES



Florent Compain
Président des Amis de la terre